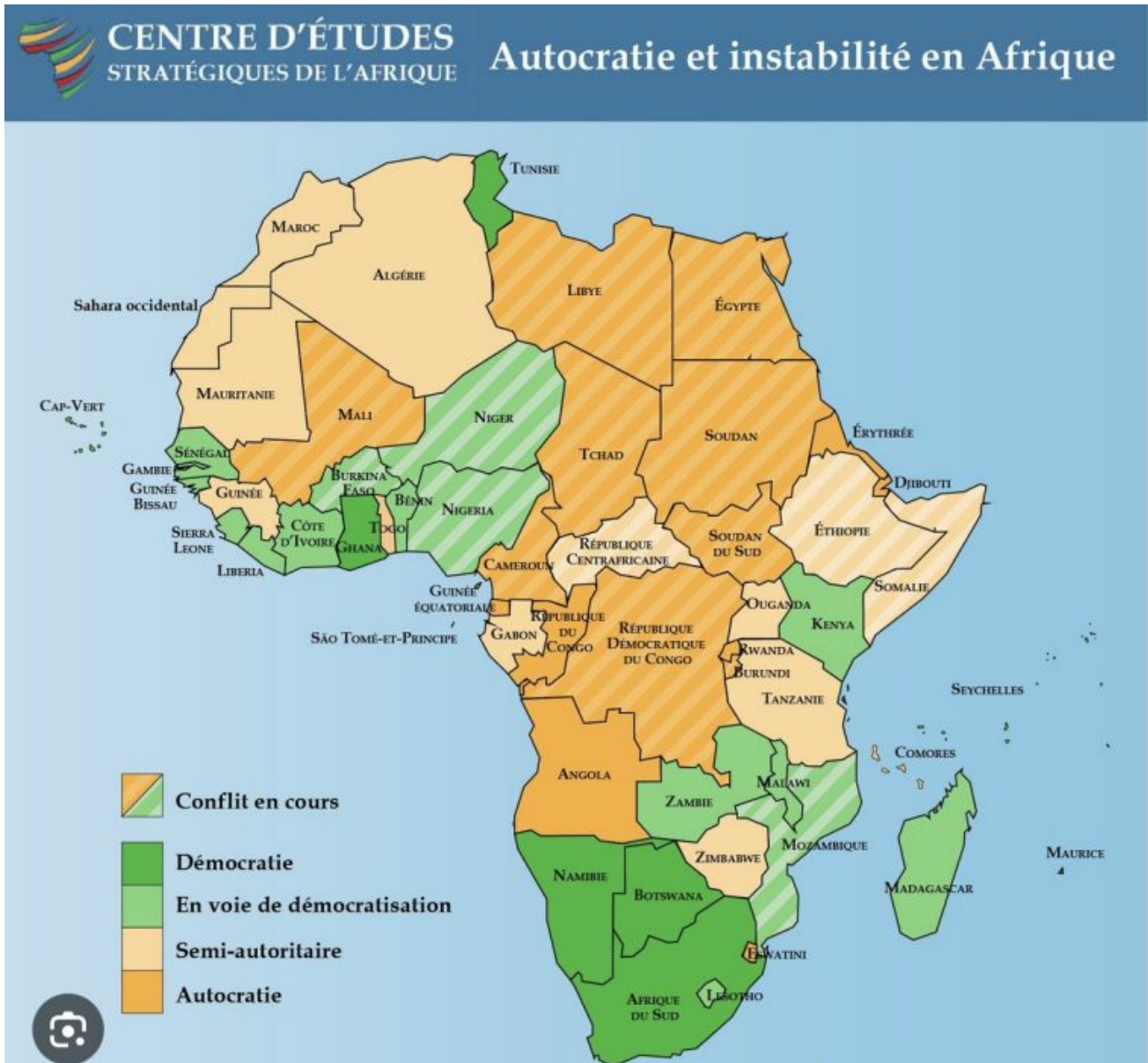


Le continent africain : une instabilité entretenue (1)

écrit par Raymond H. A. CARTER | 23 août 2023





Vous trouverez ci-dessous la première partie d'un article passionnant, ô combien d'actualité, analysant avec rigueur, arguments et exemples la situation de l'Afrique, qui nous touche de très près.

Publié dans la *Revue Géostratégique* numéro 60 de mars 2023, Résistance républicaine a l'honneur de le relayer avec l'aimable autorisation de son auteur, le Docteur Raymond H.A.CARTER (1). Colonel (H) de la Gendarmerie Nationale française, docteur en droit public, docteur en droit pénal international, titulaire d'un Ph. D. en relations Internationales & diplomatie et diplômé en criminologie, Raymond H. A. Carter est Professeur au Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques (C.E.D.S.) de Paris, et

professeur associé pour les universités de Paris II et Paris V. Il a travaillé sur les cinq continents et vécu plus de dix années en Afrique, dans le cadre de la lutte contre la criminalité internationale. Il est également Senior Expert auprès de la Commission Européenne et auteurs de plusieurs ouvrages et articles.

La lecture sur Internet étant particulière nous avons préféré couper l'article en deux, afin d'en faciliter la lecture édifiante.

Christine Tasin

« Il y a deux
façons de se
tromper : l'une
est de croire ce
qui n'est pas,
l'autre de
refuser de croire
ce qui est. »

**Sören
Kierkegaard.**

Malgré le désir de tout homme à vivre dans un environnement sécurisé garantissant une vie paisible, le monde d'aujourd'hui se métamorphose, entraînant les peuples dans des conflits complexes, nationaux ou entre pays, où criminalités, criminels et mafias s'affrontent ou collaborent pour leurs intérêts personnels et mutuels ; grevant ainsi l'Homme d'une réelle stabilité de vie au sein de la société de plus en plus criminogène, substratum et catalyseur d'une criminalité moderne, souvent dépourvue de justice pour en garantir existence et pérennité. Ces crimes, intégrant notre triptyque de la criminalité enchâssé par les facteurs aggravants de la corruption et du blanchiment d'argent, ainsi que du mensonge et de la manipulation au

cœur d'une désinformation orchestrée, nous permettent notamment de constater que le terrorisme, outil majeur de déstabilisation, constitue aujourd'hui à la fois *excuse* et *esquive* pour développer des crimes adjacents et contigus relevant de la Criminalité Organisée, voire des Crimes de guerre, génocides et crimes contre l'humanité, que nous analysons à travers notre concept de *Terror-criminalité*, renforçant le développement d'une insécurité tous azimuts.

À ce titre, l'exemple du continent Africain déstabilisé par désinformation et criminalité qui s'insinuent dans les structures publiques et privées, nous permet de mieux découvrir les limites de la fragile démocratie africaine, suivant fissures et fractures qui s'y développent entre *ethno-démocratie* et *Démo-Ethnocratie* d'une part, et les pressions politico-socio-économiques nationales, transnationales et internationales d'autre part, menées à la fois de façon unilatérale et multilatérale par la communauté internationale, dont l'Afrique est devenu le *Terrain de jeu* préférentiel pour de multiples raisons ; continent au sein duquel se mêlent de nouvelles colonisations et dépendances aux conséquences fâcheuses, entretenues par ces mêmes corruption et désinformation orientées de façon interne par ses propres locataires, et de façon externe par d'autres *vacataires* internationaux ; avec des impacts directs sur la population, victime à la fois de l'hégémonie des super-grands et d'une insécurité grandissante ; criminalité exponentielle qui nous semble, par ailleurs, confirmer collusion et complicité avec *globalisation* et universalisme aux commandes comme tend à le confirmer notre présente étude (2).

I – La société actuelle, criminogène à souhait, est devenue le catalyseur d'une criminalité moderne polymorphe, multisectorielle et multidisciplinaire, qui internationalise les activités criminelles au fur et à mesure de la mondialisation des structures qui ont de plus en plus à en connaître. L'idylle coupable entre corruption active et passive de plus en plus internationalisée et blanchiment d'argent, alliés à mensonges et manipulations de la désinformation, connaît des répercussions graves au niveau mondial, et sont de nature à mieux vassaliser les pays et les contrôler par le jeu inavoué de criminels qui, souvent en délicatesse avec la justice³ tout en n'en étant pas moins protégés par immersion politique et systèmes, se sont unis de manière à les mieux circonscrire et investir ; galants rassemblés autour du gain à n'importe quel prix, dont l'histoire, stigmatisant diverses origines aux causes et conséquences funestes, favorise l'asservissement de l'Homme par l'Homme au profit de lucre et bénéfices rassemblés autour de nantis et carriéristes ; criminalité qui fait aujourd'hui l'objet d'une lutte internationale mise en œuvre par de nombreux accords de coopération, souvent sans coordination, fragilisée par la même corruption galopante. « Un acte est criminel quand il offense les états forts et définis de la conscience commune. Nous ne le réprouvons pas parce qu'il est un crime. Il est un crime car nous le réprouvons » (4) écrit Durkheim.

Un crime deviendrait-il un but, plutôt qu'un moyen ? Pourrait-il être reconnu en tant que tel ? Et si le crime est nécessaire pour faire évoluer le droit et permet la cohésion sociale, selon cet auteur, l'inverse pourrait y tendre également. Les facteurs déclenchant le passage à l'acte suivent axes et logiques de cette diagonale criminelle et la volonté d'adopter le comportement délictueux. La délinquance juvénile, par portable et

substance toxiques interposées, constitue plus que jamais le noyau du Crime 5. Alors que pour Lombroso, le criminel est une *variété biologique*, il est un *produit social* selon Tarde. Mais il n'y a pas de théorie systématique comme le démontrera Ferri en explication pluraliste 6. Même si pauvreté de la masse juvénile croissante et fractures sociales constituent les premières causes retenues, consommation abusive d'alcool et de drogue s'ensuivent ; et les guerres, misères en milieu rural, exodes ruraux, explosions démographiques, chômage de masse, tout comme manque d'éclairage public, déficit des postes de police de proximité, ... fragilisent le futur citoyen.

Depuis les années 1970, le néo-criminel, qui en est la résurgence, émerge dans toutes les catégories sociales. *Températures et Météorologie criminelles* 7 restent variables suivant les tropiques et les cultures des pays, et n'en demeurent pas moins des instruments à la fois indicatifs et significatifs d'une montée de la Criminalité internationale qui s'en accommode au mieux. Les *trajectoires criminelles*, urbaines et rurales, nationales ou internationales, peuvent également renforcer les tendances des locataires du *Triptyque de la Criminalité* (Crime organisé, Terrorisme, Crime de guerre et contre l'Humanité⁸) tout en permettant des prédictions en regard de son développement et d'éventuelles récidives⁹. Criminalités et individus à risque se développent ensemble par diverses attractions, s'auto régénérant à la surface du globe au détriment de stabilité, justice, liberté et de paix. Si de nombreux commerces illicites s'entremêlent sur le terrain, les trafics de drogues, d'armes et d'êtres humains y tiennent les 3 premières places. Ne pouvant tous les évoquer ici, nous en livrons quelques données. Les trafiquants (Cartels, etc.), liés au Crime Organisé, substratum criminel en Afrique encadrés par toute une engeance criminelle, jouent un rôle expansionniste entre producteurs et consommateurs, accompagnés de violences tant *publiques* que *privées*,

affectant les secteurs politico-socio-économiques des pays transitaires comme destinataires, et les déstabilisant. Il existe de nombreuses définitions du Crime Organisé et nous en donnons une plus large 10.

L'Afrique est le premier producteur mondial de cannabis (11) en 2016 et sa production au Maroc alimente près de 80% du marché européen, à commencer par la résine de cannabis 12. Au niveau des armes, une personne meurt tuée par une arme toutes les minutes et quinze armes seraient produites à la minute ; ce trafic représente 500 000 civils et militaires qui perdent leur vie chaque année par armes légères, sans compter les innombrables blessés et mutilés, notamment chez les enfants ; ajoutant pour 2007 que « 650 à 850 millions de petites armes à feu sur terre (76,5%) sont en fait détenus par des civils, le reste l'étant par les diverses armées et forces de l'ordre » 13. En ce qui concerne la traite des êtres humains et les migrants illégaux en forte croissance et en partie liés, ils empruntent les mêmes itinéraires. On estime le nombre annuel de victimes de cette traite entre 700 000 et un million 14. À l'échelle mondiale, ces deux activités sont au 3^{ème} rang des sources de revenus du crime organisé, après le trafic de drogues 15 et d'armes à feu 16.

La corruption croissante gangrène nos sociétés, tandis que des paradis fiscaux prolifèrent, engendrant peur et injustices dans leur sillage, provoquant des drames aux conséquences désastreuses sur les populations. Ils entraînent des dérives graves aux niveaux étatiques et politiques, passant de l'Homme d'État à l'Homme politique puis au businessman, les leaders autonomes se faisant rares, jusqu'à trouver des *États sans Chef*. D'où une perte de confiance en l'État et ses représentants, dont la puissance se *déconstruit* de l'intérieur, atrophiant liberté, égalité et fraternité et ruinant la Nation, et de l'extérieur par des pressions *supra-internationales* et une *religion supra-étatique* qui ne dit pas son nom. Pour mieux

opacifier rôles et responsabilités, de nombreuses voix s'élèvent afin d'accuser et condamner les anciennes puissances coloniales d'Afrique, montrées du doigt pour tous les maux d'aujourd'hui, et à qui l'on impose, sans pudeur ni dignité, demandes d'excuses et de repentance, tandis qu'apparaît une *néo-colonisation Sud-Nord* au profit des leaders locaux, soutenus par les Tenants d'intérêts *supranationaux*. La corruption (*grande, petite, palliative, d'acquisition, marchande ou de proximité, la perruque, privilégisme, extorsion, etc.*), active comme passive, définie différemment selon les pays, favorise le viol de droits humains fondamentaux¹⁷ et accumule montagnes d'argent. Ainsi, entre 2001 & 2002, 1000 milliards de dollars, représentant environ 3% des échanges de la planète pour cette même période, auraient été détournés en pots-de-vin suivant la Banque mondiale ¹⁸ ; tendance qui ne cesse d'évoluer. Cette liste n'est pas exhaustive, tout comme celle définissant la corruption, dont l'équation schématique « *Corruption = Monopole + Pouvoir – Transparence* » ¹⁹ permet de mieux sérier les domaines potentiellement sensibles pour l'y accepter et intégrer. La désinformation sous toutes ses formes (affabulation, en ligne, contre-information, etc.) gagne du terrain et s'institutionnalise dans la majorité des pays, autour du mensonge, favorisant entrisme et *subjectivisme* ; renforçant ainsi la corruption ; au point qu'il existe aujourd'hui, visiblement, des agences de désinformation²⁰. Quel que soit le niveau d'utilisation (national, international, etc.), elle est présente et solidement entretenue à travers des dissimulations, contrevérités, et impostures permettant de tromper les citoyens du monde. À *qui profite le crime* ? La cybercriminalité l'y aide, renforçant *anonymat* dans nos institutions, *déresponsabilisation*, voire *irresponsabilisation* ; privilégiant en parallèle développement de liens et contacts *confidentialisés* pour mieux dissimulés *l'esprit* qui l'anime. Elle permet de mieux s'abstraire des contrôles nationaux ; et le *supranational*

tient le national en l'état, sans les garanties attendues. Le contrôle international ne devrait-il pas être une extension du contrôle national ; et non l'inverse ? Avec des agences de renseignement nationales intègres, fiables et protégées, dédiées à suivre les évolutions de la criminalité internationale, œuvrant au bénéfice de la Nation et de ses intérêts. Une morale exsangue emprunte de mensonges, laisse place à un libertinage intellectuel entre devoir et droit, au point de fragiliser le premier au profit du second, en faveur de la corruption ; également favorisée par une prolixité des textes de loi allant jusqu'à affaiblir vérité et justice pour asseoir une injustice de plus en plus insoutenable. Le meilleur texte de loi, n'en demeure-t'il pas, à ce jour et jusqu'à preuve du contraire, Les Dix Commandements²¹, notamment dans sa lecture évangélique²², qui, s'ils étaient tous respectés, arrangerait bien des choses ?

Le terrorisme ²³, comme la piraterie maritime²⁴, à la fois but et moyen d'une politique, permet de mieux dissimuler des activités criminelles conduites sur le terrain par le crime organisé. Dans sa globalité, il utilise diversement la violence comme moteur actif et incontesté notamment en Afrique. Et même si d'aucuns s'y alignent allégrement, il n'est pas possible de mettre sur le même plan narcoterrorisme, lutte armée du Hamas palestinien, attaque contre le World Trade Center du 11 septembre 2001 ou violences dans le Sahel, du fait que ces événements, se situant à des niveaux différents, n'utilisent pas à proprement parler la même violence, toujours appréhendée de façon plus subjective qu'objective²⁵. Si le terrorisme est une forme de violence, sa nature est spécifique et ses formes elles-mêmes sont multiples » ²⁶. Il est devenu très courant en Afrique, d'usage facile, voire confortable et arrangeant²⁷, permettant notamment à plus embuer que clarifier l'origine de certaines violences ; ce qui permet, sinon de la légitimer, tout au moins de disqualifier la

violence de l'Autre²⁸ et de la rendre acceptable, acceptée. Le *terroriste* devient celui qui ne dispose pas d'une légitimité suffisante. En fait, c'est moins tel ou tel comparse que la relation d'acteurs qui sera qualifiée de terroriste.

Il n'y a donc pas un terrorisme, mais des terrorismes 29, voire du terrorisme 30 pour tourmenter État et population afin de les contrôler.

Ainsi, la nature des actes et la fonction-objectif de la violence seront traversées par des similitudes. Suivant les cas, ses définitions, dont le nombre est évalué à plus de 100, prennent pour origine l'acte, l'auteur ou la cause. Le problème, c'est qu'au-delà de ces aspects analytiques, qui amènent quelques compréhensions au phénomène du terrorisme, l'échelle de la violence n'a cessé d'y augmenter diversement depuis les années 1990, instituant ainsi l'instrumentalisation de la terreur tout en y rationalisant le spectaculaire sacrifice de ses suppôts, toujours assassins. S'y inscrit l'augmentation de groupes religieux radicalisés, développant une culture de la violence, comme celle des groupes islamistes radicaux, du fait que les civils en sont les cibles légitimées dans nos sociétés occidentales décadentes à leur vue, et non acceptées, sauf pour y vivre (!) Cependant, sur le terrain africain, le terrorisme islamique touche aujourd'hui les musulmans ! Et *le crime organisé tient le terrorisme en l'état* ! Le problème du renoncement à la violence, rarement respecté, ainsi que celui de la légitimité politique des organisations terroristes 31 gardent à la fois actualité et acuité ; sachant que la légitimité ne peut pas découler du simple exercice de la violence, mais d'une neutralité bienveillante, voire du soutien d'une partie de la population qui fonde sa substance politique³² ; ce qui confirmerait, s'il était utile, la difficulté à définir de façon globale le terrorisme. D'où l'importance d'une analyse plus approfondie sur ce *terrorisme africain* et ce qu'il peut cacher pour en

opacifier sa compréhension. « *Par la nature de ces actes, le terrorisme est à la fois proche de la guerre et de la criminalité et sa fonction-objectif en fait une forme de violence politique proche des crimes politiques et de haine* » 33.

Peut-on déconstruire le terrorisme pour une meilleure compréhension ?

Notre concept de *Terro criminalité* 34, constituant une orthopraxie personnelle, s'appuie sur le constat d'une instrumentalisation de l'idéologie à des fins criminelles personnelles ; d'un échange entre une fausse radicalisation et une vraie criminalisation. La *radicalisation* recherche une affirmation d'un *nouveau contexte idéologique*, et reste l'un des points importants du *néo-terrorisme* ; car elle se traduit par une violence des plus extrêmes où le martyrisme n'est pas absent. L'objectif principal du concept de *Terro-criminalité* est de présenter la possibilité d'un *mensonge criminel* (voire un *criminel mensonge*), d'une allégeance tronquée et d'une *trahison* en regard de la vraie finalité du terrorisme et de ses représentations internationales, détournées pour d'autres motivations et avantages personnels. Puis de démontrer que l'on peut cacher la réalité d'une criminalité connexe, contiguë et adjacente aux objectifs et buts différents qui, en s'adossant au terrorisme et ou sa cause prétendument *noble*, en permet *l'exploitation*, tout en légitimant les actions criminelles (leur *Terro-criminalisation*) ; desservant de fait la cause terroriste, acceptée ou non, en de multiples façons, et autorisant ces *double-menteurs* à désinformer de surcroît et à tromper population et observateurs. Le terrorisme y sert alors d'excuse et d'abri (*devanture*) pour les activités criminelles qu'il dissimule, œuvrant plus pour l'intérêt individuel que collectif. Pratiques rendues plus opaques dans des zones où le contrôle reste inexistant et/ou inopérant par l'absence de l'État. Un *néo-banditisme* se développe en s'appuyant sur l'excuse du terrorisme, pour mieux tromper et faire peur à l'État,

auquel il se substitue, même s'il n'en subordonne pas totalement sa cause première terroriste, ainsi qu'à la population lorsqu'il investit des groupes armés (VDP, etc.), souvent *mauvais voisin vigilants* (!) qui devraient protéger celle-ci. Nous y rencontrons d'autres complicités externalisées, susceptibles de prendre place au sein d'actions corruptrices directes et/ou indirectes également externalisées pour les besoins de la *Terro-criminalité* ; autofinancement de groupes non financés, mené à travers différents trafics (drogues, faux médicaments, etc.), en direct, ou avec le Darknet. L'internationalisation du crime organisé et de la corruption, renforcée par la désinformation, demeure l'un des plus importants succès du phénomène de mondialisation tout en restant un de ses défauts mortels³⁵, voire une faiblesse pas suffisamment exploitée dans la lutte à son encontre. La puissance des organisations criminelles est telle, en certains lieux, que l'action de la justice et des forces de police et de gendarmerie y est freinée, entravée par une coordination sécuritaire et juridique inadaptée, voire neutralisée à souhait à tous niveaux, tandis que des personnes qui tentent noblement de s'y opposer subissent menaces et autres risques, allant parfois jusqu'à des assassinats³⁶. Selon notre analyse, la mondialisation du crime est l'échange généralisé et contrôlé de services illégaux entre les cinq continents sur l'espace commun de transactions et d'actions, où financements mêlés (licites et illicites), plaques tournantes, paradis fiscaux et pouvoirs de réseaux organisés sont partagés au profit des plus riches et plus forts ; lecture s'inscrivant en parallèle d'un universalisme en marche, que cette mondialisation criminelle nous confirme de plus en plus, au sein d'une supranationalité globale pour ne pas dire d'une *supra-internationalité* de 3^{ème} niveau, englobant une oligarchie de centimilliardaires et leurs complices (Voir schéma joint), qui s'opposent (et s'interposent) à la fois au principe de souveraineté de

l'État, où l'on substitue au gouvernement des Hommes l'administration des choses, et à la Nation (Art. 3 DDH 1789), tout en instaurant, sans le dire, une *religion d'État* en base d'une souveraineté mondiale. Démarche qui intègre une course à la colonisation du monde par une *contre-colonisation* sur base de *néo-colonisation globalisée* et orchestrée aux plus hauts niveaux (Lobbies, financiers et autres dirigeants mondiaux, Papauté, etc.) en utilisant plus ou moins directement support et soutien d'une criminalité internationalisée, au sein d'un espace puis d'une *gouvernance supra-internationale* gérant toutes les nations, en en diluant entité et indépendance, ne nécessitant ni appui de citoyenneté ni approbation démocratique, *démocratiquement arbitraire* ou *arbitrairement démocratique*, comme nous l'avons établi 37; le *quantitatif* ne s'accordant pas forcément avec le *qualitatif* au sein de la multiplicité des institutions internationales dont le nombre grandit mais pas leur efficacité réelle, *vérolées* par la corruption.

Demain la suite, avec la seconde partie « en Afrique ».

NOTES de la première partie

1. Colonel (H) de la Gendarmerie Nationale française, docteur en droit public, docteur en droit pénal international, titulaire d'un Ph. D. en relations Internationales & diplomatie et diplômé en criminologie, Raymond H. A. Carter est Professeur au Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques (C.E.D.S.) de Paris, et professeur associé pour les universités de Paris II et Paris V. Il a travaillé sur les cinq continents et vécu plus de dix années en Afrique, dans le cadre de la lutte contre la criminalité internationale. Il est également Senior Expert auprès de la Commission Européenne et auteurs de plusieurs ouvrages et articles.
2. Carter Raymond H. A., "*Criminalities, Criminals, and International Criminal Organisations: Inventories, Stakes,*

Repercussions and Proposals & Concepts of Terro-Criminality' and 'Terro-Criminal': Lessons of Africa", Ph. D. degree of Doctor thesis in International Relations & Diplomacy, Académie de Paris, EHEIP-CEDS), 18th November 2022 à Paris-Défense, pp. 297-304

3. « *La justice élève une nation, mais l'injustice est la honte des peuples*» Proverbes, 14 :34.
4. Jean Jean-Paul, *Le système pénal*, Paris, La Découverte, 2008, 122 p.
5. Sweeten G., Piquero A.R. et Steinberg L., « *Age and the explanation of crime*», revisited, J. Youth Adolesc. 2013; 42 (6) : 921-38).
6. Burgess Ernest W., « *L'étude du délinquant en tant que personne*», *Déviance et Société* 2003/2 (Vol. 27), pp. 111 à 130.)
7. Bourque Alain, « *Les changements climatiques et leurs impacts* », 'Vertig0', la revue électronique en science de l'environnement, Volume 1 numéro 2, septembre 2000.
8. Carter, Raymond H. A., « *Le tribunal pénal internationale pour l'ex-Yougoslavie*», préface de Jean Pradel, Édition de l'Harmattan, 2014 ; et du même auteur « *Procédure au sein du Tribunal Pénal International pour l'Ex-Yougoslavie*», Doctorat en Science Judiciaire : Droit pénal international – Université de Poitiers – 2001 – 2004.
9. Lussier Patrick, « *Trajectoires criminelles et récidive des délinquants sexuels adultes : l'hypothèse 'statique' revue et corrigée*», *Revue Criminologie*, Les presses universitaires de Montréal, Volume 43, numéro 2, Automne 2010.
10. Carter Raymond H. A., "*Criminalities, Criminals, and International Criminal Organisations: Inventories, Stakes, Repercussions and Proposals & Concepts of Terro-Criminality' and 'Terro-Criminal': Lessons of Africa*", op. cit.
11. Carter Raymond H. A., « *Pharmacodépendance et Pharmacodélinquance*», Préface du professeur R. Bourdon et du docteur L. Hovnanian, Chiron 1990.
12. Rapport de l'O.I.C.S. de 2016. Voir également Carter Raymond H. A., « *Évolution et lutte contre la production, la consommation*

et le trafic des drogues en Afrique subsaharienne », Doctorat, Université de Nice – Sophia – Antipolis, Faculté de droit, Sciences économiques et gestion – 1991 – 1994 ;

13. Valverde Benjamin, « *Le Trafic illicite d'armes légères* », », travail universitaire de DESS de géopolitique, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne/ENS, p.9.
14. « *Évaluation binationale de la traite de personnes* » – *Canada–États-Unis – 2006*
15. Carter, Raymond H. A., « *Vers un développement de la culture illicite du Papaver somniferum L. en Afrique subsaharienne* », Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris – Laboratoire d'ethnobiologie-biogéographie, thèse de doctorat sous la direction du Professeur Yves Monnier – Juin 1995 (non soutenue).
16. « *Évaluation binationale de la traite de personnes* » – *Canada–États-Unis – 2006*.
17. Doucin Michel, « *La corruption, atteinte aux droits de l'Homme, l'Afrique incertaine* », fiche d'analyse, Paris, mars 2005.
18. « *Le coût de la corruption* », Banque Mondiale du 08 avril 2004,
19. Klitgaard Robert, « *Controlling Corruption* », University of California Press, 7 mars 1988, 230 p. Voir également de Lenglet Robert et Touly Jean-Luc, « *L'eau des multinationales – Les vérités inavouables* », éd. Fayard, 2005 ; de Madelin Philippe, « *L'Or des dictatures* », éd. Fayard, 1993 et du même auteur « *Dossier I ... comme Immobilier* », éd. A. Moreau, 1974 ; de Thiollet Jean-Pierre, « *Beau linge et argent sale* », Anagramme éditions, 2002 et du même auteur « *Les dessous d'une Présidence* », Anagramme éditions, 2002.
20. Voir l'exemple des soupçons d'ingérence au sein de BFMTV (également visé avec CNEWS) par une agence de désinformation israélienne.
21. Livre d'Exode, chapitre 20, versets 2 à 17.
22. Wieland Robert J., « *Un Nouveau regard sur la Loi de Dieu – Comment les 10 commandements deviennent une bonne nouvelle* ».
23. Carter, Raymond H. A., « *Improving prevention Protection against terrorism and other criminal attacks on schools and*

- educational institution*» in *International Journal on Criminology* – Spring 2017, volume 5, number 1, pp. 79-92
24. Carter Raymond H. A., « *La piraterie maritime, à la fois 'brigandage' et 'terrorisme maritime' dans le Golfe de Guinée et en Côte d'Ivoire*», *Revue 'Enjeux Diplomatiques et Stratégiques 2013'* du Centre d'Études Diplomatiques et Stratégique (C.E.D.S.), sous la Direction de Pascal Chaigneau, pp. 321 à 330.
 25. Hoffman B. et Hoffman D.K., « *The Rand-St Andrews chronology of international terrorist incidents, 1995*».
 26. Deffarges Thierry, « *Sur la nature et les causes du terrorisme* », *Revue Tiers Monde*, Vol. 44, n° 174, 'Entendre les violences' (avril-juin 2003), publication de la Sorbonne, pp 369-392.
 27. Hoffman B. et Hoffman D.K. évoquent le terme de *marotte*; in Thierry Deffarges, « *Sur la nature et les causes du terrorisme* », op. cit.
- 28 Bigo, Didier (2001), "*Internal and External Security(ies): The Möbius Ribbon. Identities, Borders, Orders. M. Albert, D. Jacobson and Y. Lapid*". Minneapolis, University of Minnesota Press, 2001, pp. 91-116.
29. Hermant Daniel & Bigo Didier, « *Un terrorisme ou des terrorismes ?* », *Revue Esprit*, n°94/95 (10/11), 1984, pp. 23-37 (15 pages) <https://www.jstor.org/stable/24271874> ; et Carter Raymond H. A., « *Le terrorisme international peut-il être combattu plus efficacement – Prévention et information sont nécessaires pour faire reculer cette insécurité et affronter au mieux cette 'guerre moderne'* », *Valeurs actuelles*, 14 Avril 2016, p. 92.
 30. Carter Raymond H. A., « *La Sécurité des Transports, les transports face aux risques et menaces terroristes*», P.U.F., *Questions judiciaire*, 2008.
 31. Bueno de Mesquita Bruce in « *Predicting Politics* ». Columbus, OH: Ohio State University Press, 2002.
 32. Choquet Christian, « *Terrorisme, criminalité organisé et*

- défense», Revue Droits et Défense, Éditions Lavauzelle, 2001/2.
33. Krueger Alan B. & Malecˇkova Jika, *“Education, Poverty and Terrorism: Is there a Causal Connection?”*, Journal of Economic Perspectives–Volume 17, Number 4–Fall 2003–Pages 119–144.
 34. Carter Raymond H. A., *“Criminalities, Criminals, and International Criminal Organisations: Inventories, Stakes, Repercussions and Proposals & Concepts of Terro-Criminality’ and ‘Terro-Criminal’: Lessons of Africa”*, op. cit.
 35. Halliez Grégoire, « *La Mondialisation du Crime, le vrai crime de la mondialisation ?*», les dossiers des Yeux du monde, n°5, p. 1/13, Mai 2014.
 36. Caruana Galizia Matthew, « *Comment l’internationalisation du crime organisé et de la corruption a tué notre mère*» Lejecos, mercredi 30 janvier 2019 ; traduit de l’anglais par Patrice Horovitz.
 37. Carter Raymond H. A., *“Criminalities, Criminals, and International Criminal Organisations: Inventories, Stakes, Repercussions and Proposals & Concepts of Terro-Criminality’ and ‘Terro-Criminal’: Lessons of Africa”*, op. cit.